

Démocrates, faites un miracle

Blog du journaliste Alain Rajaonarivony 26/03/2009

Les Etats-Unis ont soutenu Madagascar à travers le Millenium Challenge Account (MCA), (110 millions de dollars sur 4 ans) ou l'Agence américaine pour le développement International (USAID) (166 millions de dollars). En s'engageant dans pratiquement tous les domaines, santé, agriculture, éducation mais aussi la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance..., les Etats-Unis avaient l'ambition de faire de Madagascar un vrai partenaire, fiable et exemplaire. C'est pour cela que les représentants de cette nation ont toujours demandé à Marc Ravalomanana de séparer la gestion de l'Etat de celle de ses affaires. Ils sentaient bien que c'était le talon d'Achille. La boulimie du Président pouvait mettre en péril l'équilibre et l'avenir de la Grande Ile.

Encore le 20 janvier 2009, le Général William E. Ward, responsable de l'U.S. Africa Command (US Africom) était en visite officielle à Madagascar et avait rencontré le Président Ravalomanana. Dans le cadre du partenariat militaire, une escadre de l'U.S. Navy devait toucher les côtes de la Grande Ile en juillet prochain. Les Américains auraient ainsi assuré la sécurité du sommet de l'Union Africaine, en renforçant les capacités de l'armée malgache en pleine déconfiture (voir article : « [l'armée ? De l'air](#) »).

Depuis le « coup d'état » du 17 mars (terminologie du Département d'Etat), les Etats-Unis ont bloqué toute aide non humanitaire et rapatrié tous ses ressortissants non essentiels. Le représentant du MCA vient de quitter le pays avec toute sa famille. Même les missionnaires des Assemblées de Dieu ont pris l'avion.

Au niveau de l'aide bilatérale, ce sont bien les Etats-Unis qui sont le premier partenaire de Madagascar et non la France. Et ils sont le deuxième client de la Grande Ile sur le plan commercial en absorbant 25% des exportations.

La HAT (Haute Autorité de Transition) se retrouve donc la corde au cou et tente de desserrer l'étau en envoyant des émissaires un peu partout pour expliquer sa position. Elle a très peu de chances d'être entendue. La France, qui voyait en Andry Rajoelina un politicien brillant et d'avenir, a pris ses distances. On commence à parler de « voyoucratie ». Ce résultat n'est ni le fait des pro-Ravalomanana, ni de celui des « légalistes » mais du comportement des éléments du Capsat le 17 mars filmé en direct et diffusé dans le monde entier via Internet. Les vidéos mises en ligne par « [Kudeta.over-blog.com](#) » valent tous les commentaires et éditos. Dans une vraie démocratie, ces militaires passeraient en cour martiale. Comme le Président Sarkozy a également parlé de « coup d'état », le Quai d'Orsay ne voit pour l'instant pas d'intérêt à entendre un quelconque message de la HAT.

Le mouvement pour la défense des libertés fondamentales était pourtant bien parti. Les représentants de la société civile (Sefafi et Conecs en particulier) dénonçaient depuis plus d'un an les dérives en matière de bonne gouvernance et la paupérisation d'une partie importante de la population malgré un taux de croissance record (plus de 7%). Les membres de ces organisations étaient préparés à une confrontation pacifique avec un pouvoir devenu sourd aux appels au secours de son peuple (voir le deuxième article de ce blog : « Résolutions du Conecs »). Les dirigeants étaient alors dans leur monde composé de limousines, de jet privé et de palaces 5 étoiles.



La jonction entre la société civile et les responsables de la CUA (Commune Urbaine d'Antananarivo) a démarré en septembre 2008. Nadine Ramarason, secrétaire générale du Conecs (Conseil économique et social) mais aussi responsable marketing de la Savonnerie Tropicale avait l'habitude de mener des actions sociales dans les bas quartiers de la Capitale : distribution de cahiers à la rentrée des classes, de savons pendant des campagnes d'hygiène... A partir de cette date, elle associera Andry Rajoelina à ses campagnes. C'est une des raisons qui explique la composition de la foule du 13 mai, surtout issue des couches populaires.

Photo : Nadine Ramarason distribuant du savon pendant une campagne d'hygiène. Décembre 2008

Nadine Ramaroson risquera à tout instant l'arrestation, tout comme le jeune Maire. Elle sera à ses côtés sur la tribune de la Place de la démocratie (voir article : [« j'y étais » du 20 janvier](#)). A partir du 31 janvier, jour de l'auto-proclamation d'Andry Rajoelina, elle se fera plus discrète. Son compagnon de route avait à ce moment-là dévié des objectifs de la contestation. Le but était d'amener le chef de l'Etat à respecter les droits des citoyens et d'arrêter sa dérive dictatoriale, pas de prendre sa place.

Malgré tout, sa popularité est demeurée intacte et des milliers de signatures avaient été recueillies par une pétition pour lui demander d'être « ministre ». Elle n'avait pas donné suite, considérant que la Place du 13 mai est davantage un lieu d'expression de la démocratie que de « nomination ». La HAT est maintenant mise en place et les mêmes sollicitations reviennent. Comme elle a prévenu qu'elle serait de toute façon une ministre « rebelle » et qu'elle poserait ses conditions avant d'accepter quoi que ce soit, les nouvelles autorités n'ont pour l'instant pas fait appel à elle, craignant tout autant sa notoriété que ses idées.

Ravalomanana a lancé un appel en direct du Swaziland le 25 mars où il s'est rendu pour rencontrer les responsables de la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique australe), groupement dont Madagascar fait partie. Il a promis à ses partisans, rassemblés sur la Place de la Démocratie de revenir bientôt. Pour que ce soit un retour réussi, il faudrait que ce soit en vrai « raiamandreny » (à la fois sage et ancien) en contribuant à apaiser les esprits. S'il est dans une autre posture, la violence redoublera et il détruira définitivement son image.

Le nouveau pouvoir a annoncé qu'il préparait des Assises nationales le 2 et 3 avril. L'ONU avait proposé la même chose, appuyé par les diplomates de la place, en particulier l'ambassadeur américain Niels Marquadt le 10 mars (voir l'article : [« un mauvais procès »](#)). Cette proposition avait été rejetée par Andry Rajoelina, de même que le Directoire militaire à qui le chef de l'Etat a délégué ses attributions pour organiser ces mêmes Assises. Aujourd'hui, la HAT se hâte car les manifestations contre elle prennent de l'ampleur. Et à leur tour, ce 26 mars, les contestataires pro-Ravalomanana viennent de refuser ces Assises. Les syndicats de fonctionnaires ont donné 2 jours à Andry Rajoelina pour se démettre du pouvoir (au plus tard le 27 mars). Cet ultimatum doit résonner de manière ironique aux oreilles de l'intéressé.

L'Ile Maurice qui ne perd jamais le nord, a proposé d'accueillir le sommet de l'Union Africaine à la place de Madagascar, suspendue par l'organisation. Déjà, elle a capté les touristes en provenance de la Grande Ile. Compte tenu de la crise qui la touche également, elle leur a proposé de rentrer sans visa sur son territoire. Quant au sommet de la Francophonie, Abdou Diouf, son secrétaire général « voyait mal » comment Madagascar pourrait l'organiser étant donné que cette instance envisagerait de suspendre la Grande Ile lors de sa réunion prévue le 2 avril.

Les Américains semblent encore croire en la Grande Ile. Google a lancé le 25 mars son 168^{ème} domaine local pour son moteur de recherche. Il s'agit de Google Madagasikara à l'adresse google.mg et les indications y sont en malgache.

Le dialogue est en panne, l'appareil d'Etat aussi. Ce 26 mars, il y a eu un blessé lors des affrontements entre les partisans des deux camps à Analakely. Les vrais démocrates sont priés de faire un miracle en rendant incontournables des élections anticipées dans les plus brefs délais.